

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST****SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

F. 2010 — 2691

[2010/204226]

**22 JUILLET 2010. — Décret modifiant le Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 43 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, modifié par les décrets wallons du 4 décembre 2003 et du 10 décembre 2009 et par les arrêtés royaux des 30 décembre 1980 et 29 mars 1994, les mots "et y compris lorsque les sommes ou mises sont engagées par le biais d'instruments de la société d'information au sens de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les paris et les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs," sont insérés entre les mots "même dans des cercles privés" et les mots "à l'exclusion".

**Art. 2.** Dans le même Code, il est inséré un article 44bis, rédigé comme suit :

« Art. 44bis. § 1<sup>er</sup>. Lorsque les sommes ou mises sont engagées en Région wallonne par le biais d'instruments de la société d'information au sens de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs, la taxe est établie au taux de 11 % sur la marge brute réelle réalisée à l'occasion du jeu ou du pari.

§ 2. Pour l'application du § 1<sup>er</sup>, il convient d'entendre par marge brute réelle, le montant brut des sommes ou mises engagées dans les jeux et paris, diminué des gains effectivement distribués pour ces jeux et paris.

§ 3. Pour l'application du § 1<sup>er</sup>, les sommes ou mises sont présumées engagées en Région wallonne lorsque le jeu ou le pari est reçu à l'intermédiaire d'un serveur localisé ou exploité en Région wallonne. »

**Art. 3.** A l'article 45 du même Code, inséré par le décret wallon du 10 décembre 2009, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1<sup>er</sup>, le mot "courues" est abrogé;

2° au même paragraphe, les mots ", les courses de chiens et les évènements sportifs disputés" sont insérés entre les mots "sur les courses de chevaux" et les mots "tant en Belgique qu'à l'étranger";

3° au § 2, les mots "présent Titre" sont remplacés par les mots "§ 1<sup>er</sup>".

**Art. 4.** A l'article 51 du même Code, modifié par l'arrêté royal no 14 du 18 avril 1967, les mots ", dans le cadre des jeux et paris visés à l'article 43" sont insérés entre les mots "même occasionnellement, accepte" et les mots "des enjeux ou des mises".

**Art. 5.** A l'article 52 du même Code, les mots "ou lorsque par le biais d'instruments de la société d'information au sens de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs," sont insérés entre les mots "ou dans d'autres locaux," et les mots "des jeux ou paris sont pratiqués".

**Art. 6.** A l'article 59 du même Code, remplacé par le décret wallon du 10 décembre 2009, les mots "y compris lorsque les jeux et paris sont reçus par le biais d'instruments de la société d'information au sens de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs," sont insérés entre les mots "aux conditions qu'il détermine," et les mots "simplifier le contrôle des éléments imposables".

**Art. 7.** A l'article 60, § 1<sup>er</sup>, du même Code, remplacé par le décret wallon du 10 décembre 2009, est ajouté un troisième alinéa rédigé comme suit :

« Il peut prévoir une déclaration spécifique pour les jeux et paris reçus par le biais d'instruments de la société d'information au sens de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs. »

**Art. 8.** A l'article 63 du même Code, remplacé par le décret wallon du 10 décembre 2009, est ajouté un 6° rédigé comme suit :

« 6° aux jeux et paris reçus par le biais d'instruments de la société d'information au sens de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs. »

**Art. 9.** A l'article 63ter du même Code, remplacé par le décret wallon du 10 décembre 2009, est ajouté un 3bis rédigé comme suit :

« 3bis pour les redevables visés à l'article 63, 6°, à 50.000 euros par serveur établi en Région wallonne; ».

**Art. 10.** A l'article 68, § 1<sup>er</sup>, du même Code, modifié par le décret wallon du 10 décembre 2009, les mots "par le présent Titre ou ses arrêtés d'exécution" sont insérés entre les mots "soit dans les déclarations prescrites" et les mots ", la taxe est quintuplée".

**Art. 11.** A l'article 69 du même Code, modifié par la loi du 10 février 1981, les mots "visés à l'article 43" sont insérés entre les mots "organise ou exploite des jeux ou des paris" et les mots ", en quelque lieu ou sous quelque forme que ce soit".

**Art. 12. § 1<sup>er</sup>.** Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

§ 2. Par dérogation à l'article 63<sup>quater</sup> du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, la garantie dont question aux articles 63, 6° et 63<sup>ter</sup>, 3<sup>bis</sup>, du même Code doit être constituée dans le mois de l'entrée en vigueur du présent décret dans l'hypothèse où l'opérateur redevable de la taxe sur les jeux et paris prenait déjà des mises ou des sommes par le biais d'instruments de la société d'information au sens de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les paris et les établissements de jeux de hasard et de protection des joueurs avant l'entrée en vigueur du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 22 juillet 2010.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,  
J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,  
A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,  
J.-C. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,  
P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des chances,  
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,  
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité,  
de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,  
B. LUTGEN

---

Note

(1) Session 2009-2010.

*Documents du Parlement wallon*, 208 (2009-2010), n°s 1 à 3.

*Compte rendu intégral*, séance publique du 20 juillet 2010.

Discussion - Votes.

---

## ÜBERSETZUNG

### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2010 — 2691

[2010/204226]

### 22. JULI 2010 — Dekret zur Abänderung des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

**Artikel 1** - In Artikel 43 des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern, abgeändert durch die Wallonischen Dekrete vom 4. Dezember 2003 und vom 10. Dezember 2009 und durch die Königlichen Erlasse vom 30. Dezember 1980 und vom 29. März 1994 wird der Wortlaut "et y compris lorsque les sommes ou mises sont engagées par le biais d'instruments de la société d'information au sens de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les paris et les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs," zwischen den Wortlaut "même dans des cercles privés" und den Wortlaut "à l'exclusion" eingefügt.

**Art. 2** - Ein Artikel 44<sup>bis</sup> mit folgendem Wortlaut wird in dasselbe Gesetzbuch eingefügt:

«Art. 44<sup>bis</sup> - § 1 - Wenn die Beträge oder Einsätze in der Wallonischen Region über Instrumente der Informationsgesellschaft im Sinne des Gesetzes vom 7. Mai 1999 über die Glücksspiele, die Wetten, die Glücksspiel-einrichtungen und den Schutz der Spieler eingesetzt werden, wird die Steuer auf einen Satz von 11% der bei dem Glücksspiel oder der Wette tatsächlichen Bruttomarge festgelegt.

§ 2 - Zur Anwendung von § 1 versteht man unter tatsächlicher Bruttomarge den Bruttopreis der in Spiele und Wetten eingesetzten Summen oder Einsätze, unter Abrechnung der für diese Spiele und Wetten tatsächlich ausgeschütteten Gewinne.

§ 3 - Zur Anwendung von § 1 wird davon ausgegangen, dass die Beträge bzw. Einsätze in der Wallonischen Region eingesetzt werden, wenn das Glücksspiel bzw. die Wette über einen in der Wallonischen Region befindlichen bzw. betriebenen Server erfolgt.»

**Art. 3** - In Artikel 45 desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das wallonische Dekret vom 10. Dezember 2009, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in § 1 wird der Wortlaut "für in Belgien wie im Ausland stattfindende Pferderennen" durch "für Pferderennen in Belgien wie im Ausland" ersetzt;

2° in demselben § wird der Wortlaut ", Hunderennen und Sportereignisse" zwischen das Wort "Pferderennen" und das Wort "auf" eingefügt;

3° in § 2 wird der Wortlaut "vorliegenden Titels" durch den Wortlaut "von § 1" ersetzt.

**Art 4** - In Artikel 51 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch den Königlichen Erlass Nr. 14 vom 18. April 1967, wird der Wortlaut „, dans le cadre des jeux et paris visés à l'article 43“ zwischen den Wortlaut „même occasionnellement“ und den Wortlaut „des enjeux ou des mises“ eingefügt.

**Art. 5** - In Artikel 52 desselben Gesetzbuches wird der Wortlaut „ou lorsque par le biais d'instruments de la société d'information au sens de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs,“ zwischen den Wortlaut „ou dans d'autres locaux,“ und den Wortlaut „des jeux ou paris sont pratiquées“ eingefügt.

**Art. 6** - In Artikel 59 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Wallonische Dekret vom 10. Dezember 2009, wird der Wortlaut „, einschließlich wenn die Glücksspiele und Wetten über Instrumente der Informationsgesellschaft im Sinne des Gesetzes vom 7. Mai 1999 über die Glücksspiele, die Wetten, die Glücksspieleinrichtungen und den Schutz der Spieler vorgenommen werden,“ zwischen den Wortlaut „zu Bedingungen, die sie festlegt“ und den Wortlaut „die Kontrolle der steuerbaren Elemente“ eingefügt.

**Art. 7** - In Artikel 60 § 1 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Wallonische Dekret vom 10. Dezember 2009, wird ein dritter Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Er kann eine für die Glücksspiele und Wetten, die über Instrumente der Informationsgesellschaft im Sinne des Gesetzes vom 7. Mai 1999 über die Glücksspiele, die Wetten, die Glücksspieleinrichtungen und den Schutz der Spieler vorgenommen werden, spezifische Erklärung vorsehen.»

**Art. 8** - In Artikel 63 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Wallonische Dekret vom 10. Dezember 2009, wird ein Punkt 6° mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«6° Glücksspiele und Wetten, die über Instrumente der Informationsgesellschaft im Sinne des Gesetzes vom 7. Mai 1999 über die Glücksspiele, die Wetten, die Glücksspieleinrichtungen und den Schutz der Spieler vorgenommen werden.»

**Art. 9** - In Artikel 63ter desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Wallonische Dekret vom 10. Dezember 2009, wird ein Punkt 3bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«3bis für die in Artikel 63 6° erwähnten Steuerpflichtigen: € 50.000 pro in der Wallonischen Region installierten Server;».

**Art 10** - In Artikel 68 § 1 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch das Wallonische Dekret vom 10. Dezember 2009 wird der Wortlaut „par le présent Titre ou ses arrêtés d'exécution“ zwischen den Wortlaut „soit dans les déclarations prescrites“ und den Wortlaut „, la taxe est quintuplée“ eingefügt.

**Art 11** - In Artikel 69 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch das Gesetz vom 10. Februar 1981, wird der Wortlaut „visés à l'article 43“ zwischen den Wortlaut „organise ou exploite des jeux ou des paris“ und den Wortlaut „, en quelque lieu ou sous quelque forme que ce soit“ eingefügt.

**Art. 12 - § 1** - Das vorliegende Dekret tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

**§ 2** - In Abweichung von Artikel 63quater des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern muss die in den Artikeln 63 6° und 63ter, 3bis desselben Gesetzbuches erwähnte Sicherheit innerhalb eines Monats ab dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets gebildet werden, falls der Betreiber, der die Steuer auf Spiele und Wetten entrichten muss, bereits Einsätze bzw. Beträge über Instrumente der Informationsgesellschaft im Sinne des Gesetzes vom 7. Mai 1999 über die Glücksspiele, die Wetten, die Glücksspieleinrichtungen und den Schutz der Spieler vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets annahm.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 22. Juli 2010

Der Minister-Präsident  
R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst  
J.-M. NOLLET

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen  
A. ANTOINE

Der Minister für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien  
J.-C. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden und Städte  
P. FURLAN

Die Ministerin für Gesundheit, soziale Maßnahmen und Chancengleichheit  
Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität  
Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten,  
Natur, Forstwesen und Erbe  
B. LUTGEN

#### Fußnote

(1) Sitzung 2009-2010

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 208 (2009-2010), Nrn. 1 bis 3

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 20. Juli 2010

Diskussion - Abstimmung.

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDS DIENST

N. 2010 — 2691

[2010/204226]

**22 JULI 2010. — Decreet houdende wijziging van het Wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen (1)**

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** In artikel 43 van het Wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, gewijzigd bij de Waalse decreten van 4 december 2003 en 10 december 2009 en bij de koninklijke besluiten van 30 december 1980 en 29 maart 1994, worden de woorden "en met inbegrip van de sommen of inleggelden ingezet via informatiemaatschappij-instrumenten in de zin van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de weddenschappen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers" ingevoegd tussen de woorden "zelfs in private kringen," en de woorden "met uitsluiting van".

**Art. 2.** In hetzelfde Wetboek wordt een artikel *44bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 44bis. § 1. Als de sommen of inleggelden in het Waalse Gewest worden ingezet via informatiemaatschappij-instrumenten in de zin van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de weddenschappen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers wordt een belasting van 11 % geheven op de werkelijke brutomarge die ter gelegenheid van de spelen of weddenschappen wordt bereikt.

§ 2. Voor de toepassing van paragraaf 1 dient te worden verstaan onder werkelijke brutomarge, het brutobedrag van de sommen of inleggelden ingezet bij spelen en weddenschappen, verminderd met de winsten die voor die spelen en weddenschappen werkelijk verdeeld zijn.

§ 3. Voor de toepassing van § 1 worden de sommen of inleggeleden geacht ingezet te zijn in het Waalse Gewest als de spelen of weddenschappen worden ontvangen via een server die in het Waalse Gewest gevestigd is of uitgebaat wordt. »

**Art. 3.** Artikel 45 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het Waalse decreet van 10 december 2009, wordt gewijzigd als volgt :

1° in § 1 wordt het woord "courues" geschrapt in de Franse versie;

2° in dezelfde paragraaf worden de woorden ", hondenwedstrijden en gewedijverde sportevenementen" ingevoegd tussen de woorden "op paardenrennen" en de woorden "die zowel in België als in het buitenland";

3° in § 2 worden de woorden "deze Titel" vervangen door de woorden "§ 1".

**Art. 4.** In artikel 51 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 14 van 18 april 1967, worden de woorden ", in het kader van de spelen en weddenschappen bedoeld in artikel 43" ingevoegd tussen de woorden "elke persoon die" en de woorden ", zelfs toevallig".

**Art. 5.** In artikel 52 van hetzelfde Wetboek worden de woorden "of wanneer er via informatiemaatschappij-instrumenten in de zin van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de weddenschappen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers" ingevoegd tussen de woorden "of in andere lokalen" en de woorden "aan spel of aan weddenschappen wordt gedaan".

**Art. 6.** In artikel 59 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het Waalse decreet van 10 december 2009, worden de woorden "met inbegrip van de spelen en weddenschappen die worden ontvangen via informatiemaatschappij-instrumenten in de zin van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de weddenschappen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers" ingevoegd tussen de woorden "onder de door haar bepaalde voorwaarden" en de woorden "de controle op de belastbare elementen door andere middelen dan die voorzien in dit Wetboek vereenvoudigen".

**Art. 7.** Artikel 60, § 1, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het Waalse decreet van 10 december 2009, wordt aangevuld met een derde lid, luidend als volgt :

« Voor de spelen en weddenschappen die worden ontvangen via informatiemaatschappij-instrumenten in de zin van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de weddenschappen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers kan een specifieke aangifte worden voorzien. »

**Art. 8.** Artikel 63 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het Waalse decreet van 10 december 2009, wordt aangevuld met een punt 6°, luidend als volgt :

« 6° de spelen en weddenschappen die worden ontvangen via informatiemaatschappij-instrumenten in de zin van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de weddenschappen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers. »

**Art. 9.** Artikel 63ter van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het Waalse decreet van 10 december 2009, wordt aangevuld met een punt 3bis, luidend als volgt :

« 3bis voor de in artikel 63, 6°, bedoelde belastingplichtigen, op 50.000 EUR per server die in het Waalse Gewest is gevestigd; ». »

**Art. 10.** In artikel 68, § 1, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het Waalse decreet van 10 december 2009, worden tussen de woorden "hetzij in de" en de woorden "voorgescrewen aangifte" de woorden "bij deze Titel of diens uitvoeringsbesluiten" ingevoegd.

**Art. 11.** In artikel 69 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 10 februari 1981, worden tussen de woorden "spelen en weddenschappen" en de woorden "inricht of exploiteert" de woorden "bedoeld in artikel 43" ingevoegd.

**Art. 12.** § 1. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

§ 2. In afwijking van artikel 63<sup>quater</sup> van het Wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, moet de waarborg waarvan sprake in de artikelen 63, 6<sup>o</sup> en 63<sup>ter</sup>, 3<sup>bis</sup>, van hetzelfde Wetboek worden verstrekt binnen de maand na de inwerkingtreding van dit decreet als de persoon die onderworpen is aan de belasting op de spelen en weddenschappen reeds inleggelden of sommen aangenomen heeft vóór de inwerkingtreding van dit decreet via informatiemaatschappij-instrumenten in de zin van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de weddenschappen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 22 juli 2010.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,

A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Plaatselijke Besturen en de Stad,

P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden,

Natuur, Bossen en Erfgoed,

B. LUTGEN

---

Nota

(1) *Zitting 2009-2010.*

*Stukken van het Waals Parlement*, 208 (2009-2010), nrs. 1 tot 3.

*Volledig verslag*, openbare vergadering van 20 juli 2010.

Besprekking - Stemmingen.

## BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

### COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2010 — 2692

[C — 2010/31362]

#### 16 JUILLET 2010. — Décret 2010/238 de la Commission communautaire française modifiant le décret du 22 mars 2007 relatif à la politique d'hébergement et d'accueil à mener envers les personnes âgées

Le Collège de la Commission communautaire française,

Sur proposition du Membre du Collège en charge de l'Action sociale et de la famille,

Après délibération,

Arrête :

Le membre du Collège compétent pour l'Action sociale et la Famille est chargé de présenter, à l'Assemblée de la Commission communautaire française, au nom du Collège, le projet de décret dont la teneur suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

**Art. 2.** Le présent décret transpose partiellement la Directive 2006/123/CE, conformément à son article 44, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3.

**Art. 3.** A l'article 12, § 2, du décret du 22 mars 2007 relatif à la politique d'hébergement et d'accueil à mener envers les personnes âgées, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « Lorsque le dossier n'est pas recevable le Collège en avertit, dans les quinze jours de sa réception, le demandeur et l'invite à compléter ou corriger son dossier. » sont remplacés par les mots « Dans les quinze jours de la réception de la demande, le Collège avertit le demandeur de la recevabilité ou de la non recevabilité de son dossier et, le cas échéant, l'invite à compléter ou à corriger son dossier. »;

b) un § 3 est ajouté et est rédigé comme suit : « En dérogation au § 2, sur base du dossier administratif, et après avis du Conseil consultatif, le Collège prend sa décision, en ce qui concerne les résidences-services, dans un délai maximum de 3 mois à dater de la recevabilité du dossier, quant à l'octroi ou au refus d'accord de principe. »

**Art. 4.** Dans l'article 14, § 1<sup>er</sup>, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

a) le point 9<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit : « 9<sup>o</sup> Un rapport du service régional d'incendie datant de moins de 6 mois au moment de l'introduction de la demande et en tous les cas, postérieur à tous travaux d'extension ou de rénovation subis par l'immeuble. »;

b) un point 10<sup>o</sup> est ajouté et est rédigé comme suit : « 10<sup>o</sup> Une attestation du bourgmestre de la commune postérieure au rapport visé au 9<sup>o</sup> et certifiant que l'établissement résidentiel répond aux normes de sécurité incendie. »